

Sixième réunion conjointe informelle du Conseil de la FAO, du Conseil d'administration du FIDA et du Conseil d'administration du PAM

30 novembre – 1^{er} décembre 2022

Informations actualisées sur le Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques: un exemple de financement du FIDA favorisant la collaboration régionale entre les organismes ayant leur siège à Rome

Contexte

1. Le Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques (SD3C) a été approuvé en 2020 pour une période de six ans. Il constitue une riposte aux difficultés découlant de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), des conflits et des changements climatiques, et contribuera à la mise en œuvre de la stratégie du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) pour le développement et la sécurité. Il vise à consolider les moyens d'existence des petits producteurs, en particulier des femmes et des jeunes vivant dans les zones transfrontalières de la région. Le groupe cible est estimé à 123 000 ménages ruraux, soit 854 750 personnes, dont la moitié sont des femmes et 40% sont des jeunes.
2. Le programme comporte trois composantes:
 - Augmentation de la productivité et de la production agro-silvo-pastorale et halieutique grâce à des pratiques et technologies agricoles résilientes face aux changements climatiques;
 - Intégration économique par des interventions visant à renforcer les marchés transfrontaliers et à sécuriser les transactions aux frontières;
 - Concertation sur les politiques, coordination et gestion intégrées dans le mécanisme de coordination du G5 Sahel.
3. Le programme SD3C est exécuté sur le terrain dans le cadre d'une collaboration étroite entre le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Secrétariat du G5 Sahel et les six gouvernements concernés (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad). Ces travaux conjoints permettent de rassembler l'expérience et les avantages comparatifs respectifs des organismes ayant leur siège à Rome à l'appui du programme, en veillant à ce que chaque organisme y contribue à l'aune de ses connaissances techniques et de son savoir-faire. Le programme vise à affermir les capacités institutionnelles du G5 Sahel pour ce qui est d'assurer une concertation politique et sociale inclusive en faveur de la paix et de la sécurité avec la participation active des organisations paysannes.
4. Le FIDA apporte d'importantes ressources financières au programme et en assure la gestion financière, l'appui technique et la coordination, notamment pour la supervision. La FAO et le PAM fournissent des compétences techniques et un appui à l'exécution. Le programme SD3C donne suite à l'entrée en vigueur du mémorandum d'accord signé en décembre 2020 entre le G5 Sahel et les organismes ayant leur siège à Rome. En septembre 2022, tous les pays (sauf la Mauritanie) et le G5 Sahel avaient commencé à mener leurs activités. Le programme est par ailleurs conforme à la stratégie du G5 Sahel pour le développement et la sécurité, qu'il contribue à mettre en œuvre, ainsi qu'à la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel.

5. En outre, le programme SD3C est coordonné de façon à apporter un appui complémentaire à deux autres programmes financés en parallèle. Le premier, dont le FIDA est l'organisme d'exécution, est le Programme de financement des risques climatiques en Afrique (AICRM). Financé par le Fonds vert pour le climat à hauteur d'environ 83 millions d'USD, il est axé sur le renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles face aux effets des changements climatiques en Afrique et sur les services d'assurance dans les zones rurales de la région du Sahel. Le second, l'Initiative pour la finance verte inclusive (IGREENFIN), est consacré aux lignes de crédit vertes dans la région et est financé par le Fonds vert pour le climat à hauteur de 104 millions d'EUR – un montant qui s'accroît.
6. **Progrès et résultats.** Dans le cadre des activités de coordination du FIDA, les gouvernements ont accepté de signer des accords (UTF) avec la FAO et le PAM au niveau des pays pour appuyer l'exécution d'une partie des activités du programme sur le terrain en fonction des avantages comparatifs de chacun. Ces activités ont débuté fin 2021 après l'approbation du plan de travail et budget annuel et le transfert des fonds aux différentes entités chargées de l'exécution.
7. Le FIDA a coordonné la planification, la budgétisation, le suivi et les évaluations, l'établissement des rapports et l'exécution des activités sur le terrain par la FAO, le PAM et les équipes des projets hébergés. En novembre 2022, le FIDA a mené la dernière mission de supervision en tirant parti de l'assistance technique du Centre d'investissement de la FAO.
8. Pour rassembler des financements additionnels et assurer la complémentarité, le FIDA s'emploie déjà à lancer le programme AICRM en Gambie et dans les pays couverts par le programme SD3C, et, dans ce cadre, à fournir des produits d'assurance aux bénéficiaires de ce dernier et/ou à héberger des projets lorsque cela est possible. Des efforts similaires sont actuellement déployés pour créer des synergies avec l'initiative IGREENFIN, notamment par l'octroi de crédits verts aux bénéficiaires concernés. Des discussions avec d'autres donateurs sont également en cours et sont décrites plus avant.
9. Le tableau ci-après résume les principaux résultats obtenus depuis le lancement du programme SD3C jusqu'en septembre 2022 grâce aux activités menées par la FAO et le PAM. Beaucoup de ces activités, comme le ciblage, ont été réalisées conjointement. Le FIDA reste principalement chargé du financement et de la coordination avec les différentes parties prenantes, tandis que le G5 Sahel assure la coordination, le suivi et l'évaluation du programme à l'échelle régionale. Le programme SD3C a mis en lumière l'importance de favoriser une dynamique de travail collaboratif entre les trois organismes pour en assurer le bon déroulement. La coordination opérationnelle interinstitutions a été reconnue comme un pilier essentiel du programme s'agissant de maximiser l'intégration et de renforcer les synergies.



Pays	Activités et résultats de la FAO	Activités et résultats du PAM
Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Élaboration et validation d'un plan d'exécution des transferts monétaires non assortis de conditions au profit de 1 063 ménages (en particulier pour les femmes cheffes de famille et les jeunes) ➤ Établissement de 25 champs-écoles agropastoraux dans cinq divisions administratives ➤ Mise à disposition de 3 375 têtes de chèvres reproductrices, de 900 têtes de moutons engraisés, de 113 tonnes d'aliments pour bétail et de 174 médicaments contre les maladies du bétail ➤ Distribution de 639 kits pour lutter contre la COVID-19 ➤ Établissement de 25 champs-écoles d'agropastoralisme impliquant 625 producteurs ➤ Installation de 400 balises pour les pistes à bétail ➤ Remise en état de sept forages pastoraux 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Exécution d'activités de création d'actifs productifs dans le cadre de l'approche du programme Vivres pour la création d'avoirs au profit de 1 419 personnes (851 participantes et 568 participants), résultant en un total de: 90 hectares de demi-lunes agricoles, 155 hectares de zaïs agricoles, 137 hectares de demi-lunes pastorales et 38 fosses à fumier, auxquels s'ajoutent la production de 743 millions de tonnes de compost pour les jardins nutritifs et la production de jeunes plants, ainsi que l'aménagement de cinq jardins familiaux de 500 mètres carrés chacun et de 50 « jardins de l'espoir » familiaux ➤ Organisation de 82 visites à domicile portant sur les mesures barrière pour lutter contre la COVID-19 auprès de 1 012 personnes <p>Activités de renforcement des capacités:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Fabrication par des femmes de 850 fourneaux améliorés <p>Mise en place de pépinières communautaires (18 600 plantes nutritives de moringa et produits dérivés du baobab)</p>
Mali	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sélection conjointe par les organismes ayant leur siège à Rome de neuf cercles et de 15 communes situés dans les régions frontalières de la zone couverte par le programme SD3C ➤ Ciblage de 8 680 ménages (soit 52 080 personnes, dont 30% de femmes et de jeunes) à la suite d'un processus de participation communautaire inclusif suivi et coanimé par des organisations non gouvernementales locales en collaboration avec les communautés et les services techniques décentralisés ➤ Fourniture de kits agricoles à 3 509 personnes, dont 821 femmes et 626 jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tenue de huit ateliers de planification participative à assise communautaire



Pays	Activités et résultats de la FAO	Activités et résultats du PAM
Niger	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation de 54 brigadiers/chefs d'équipe du PAM aux travaux de défense et de restauration des sols et aux techniques de conservation des eaux et des sols ➤ Formation pratique de 54 bénéficiaires (dont 21 femmes) sur la préparation d'un bloc multinutritionnel pour l'alimentation du bétail ➤ Fourniture et distribution de 14 broyeurs, qui constituent des équipements essentiels à la préparation du bloc multinutritionnel pour l'alimentation du bétail ➤ Formation de 72 jeunes filles (dans 36 départements) à la fabrication de masques et de savons artisanaux pour la prévention de la COVID-19 ➤ Fourniture d'équipements de jardinage à 4 800 ménages ➤ Fourniture de semences agricoles à 4 800 ménages ➤ Mise en place et développement des capacités de 100 clubs Dimitra¹ 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fourniture d'une assistance nutritionnelle à 1 747 enfants âgés de 6 à 23 mois pour prévenir la malnutrition ➤ Production de 237 540 plants ➤ Exécution d'activités de création d'actifs productifs dans le cadre de l'approche du programme Vivres pour la création d'avoirs, qui ont permis de restaurer au total 1 020 hectares de terres, de construire 73 kilomètres de digues en pierre, de creuser 9 578 mètres cubes de bassins d'eau à usages multiples et de toucher 2 762 ménages au titre d'activités « Espèces pour la création d'avoirs » <p>Aménagement agro-sylvo-pastoral des sites et petite irrigation:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation des communautés à la plantation d'arbres et à la gestion des terres restaurées ➤ Aménagement de trois champs communautaires (trois hectares pour le millet, le niébé, le sésame et le sorgho) ➤ Construction et équipement de sept pépinières villageoises de production de plants dans le département de Diffa et de 12 pépinières de production de plants dans le département de Filingué ➤ Formation de 246 participants aux techniques de production végétale ➤ Production de 95 530 plants dans le département de Filingué et de 141 955 plants dans celui de Diffa ➤ Élaboration d'un plan intégré pour quatre jardins maraîchers communautaires (de 2,5 hectares chacun), dont trois dans le département de Filingué et un dans celui de N'Guigmi ➤ Gestion pastorale et agricole des sites restaurés (600 hectares)

¹ Il s'agit de groupes de femmes, d'hommes et de jeunes (mixtes ou non) qui s'organisent sur une base volontaire pour apporter des changements dans leur communauté et résoudre les problèmes en utilisant leurs propres ressources, sans compter sur un appui extérieur.

Pays	Activités et résultats de la FAO	Activités et résultats du PAM
Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Création de 63 clubs Dimitra répartis dans 21 villages et regroupant 1 890 membres au total, dont 60% de femmes et 45% de jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rénovation de boutiques pastorales avec l'appui du service ministériel de l'élevage et des productions animales ➤ Formation de 24 participants (dont 17 femmes) aux techniques agrobiologiques (compostage, pesticides biologiques) ➤ Exécution d'activités de création d'actifs productifs dans le cadre de l'approche du programme Vivres pour la création d'avois, permettant de construire au total 2,16 kilomètres de barrières en pierre et 10 digues
Tchad	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organisation de deux ateliers de planification communautaire participative dans 10 villages ➤ Remise en état de 820 mètres linéaires couvrant 1 600 hectares, au profit de 3 200 agriculteurs [dont 2 014 hommes (63%), 1 186 femmes (37%) et 1 231 jeunes (38%)] ➤ Fourniture et distribution de 11 500 kilogrammes de semences 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Exécution d'activités de création d'actifs productifs dans le cadre de l'approche du programme Vivres pour la création d'avois, qui ont permis de remettre en état trois digues de 0,82 kilomètre servant à restaurer 1 600 hectares, d'installer 750 fours améliorés que les ménages ont eux-mêmes fabriqués, de construire 300 latrines familiales dans les foyers vulnérables et d'aménager trois greniers à céréales ➤ Catégorie socioéconomique: recensement de 3 200 ménages et classement de ces derniers par catégorie socioéconomique selon l'approche axée sur l'économie des ménages (2 014 hommes et 1 186 femmes recensés, dont 1 318 jeunes) ➤ Fourniture d'une assistance alimentaire en espèces assortie de conditions à 2 075 ménages (1 400 pour la remise en état de digues, 375 pour la fabrication de fours améliorés et 300 pour l'aménagement de latrines), dans le cadre de l'approche du programme Vivres pour la création d'avois

10. **Difficultés de mise en œuvre.** La mobilisation de ressources, la communication et la gestion des connaissances, l'établissement de rapports et la coordination sont les principaux domaines du programme à améliorer:

- Le déficit de financement, d'environ 80 millions d'USD, doit être comblé en vue d'atteindre les objectifs du programme. Malgré les quelque 86 millions d'USD que le FIDA prévoit d'apporter et les possibilités de cofinancement avec des donateurs, il reste un grand écart à combler. La FAO, le PAM et le FIDA devraient continuer à proposer et à rassembler des financements.
- Une stratégie de gestion des connaissances et de communication a été définie au niveau régional, mais son application à l'échelle locale a été difficile.

- La volonté de travailler en synergie et en complémentarité est bien visible et s'est traduite sur le terrain par l'exécution conjointe de certaines activités, notamment le ciblage. Malgré cette volonté, l'exécution a été segmentée en raison de l'absence d'une coordination globale et solide et du démarrage tardif du programme. L'obtention de résultats est limitée mais prometteuse.
 - L'information financière a été la principale difficulté du programme en 2022, car les organismes et les partenaires ont chacun des exigences différentes. Heureusement, à la suite des conclusions et recommandations formulées à l'issue de la mission de supervision et de l'atelier de Dakar tenu les 7 et 8 novembre, la question a été abordée dans tous les pays à l'exception du Sénégal, où une solution proposée devrait porter ses fruits dans les semaines à venir.
 - Les fonds rétrocédés constituent une autre difficulté du programme. Le mécanisme de rétrocession de fonds consiste à mettre à la disposition du Secrétariat exécutif du G5 Sahel une enveloppe financière prélevée sur les prêts de chaque pays pour l'exécution des activités à l'échelle régionale. Tous les pays ont signé les accords de rétrocession à l'exception du Burkina Faso (pour des raisons liées à la disponibilité de fonds) et de la Mauritanie (qui n'a pas signé l'accord avec le FIDA). Néanmoins, les fonds à rétrocéder posent encore des problèmes qu'il convient de résoudre, car dans certains projets le montant total stipulé dans les accords n'est pas mis à la disposition de l'unité régionale. L'achèvement de la mission de supervision a permis d'en expliquer les raisons, et tous les pays sont en train de régulariser leur situation.
11. **Perspectives.** Le programme SD3C est innovant à plusieurs égards, tant au niveau de la complémentarité entre les organismes qu'au niveau des différentes thématiques abordées dans un même programme mené dans la zone sahélienne (conflits, sécurité alimentaire et COVID-19). Il convient également de noter que le programme AICRM contribuera au renforcement des activités prévues dans la zone d'intervention du programme conjoint. Cette singularité suscite l'intérêt de certains donateurs. Après les premières années de démarrage du programme, qui ont donné de bons résultats, plusieurs possibilités de financement sont apparues, en plus des 86 millions d'USD attendus du FIDA au titre de la deuxième phase du programme:
- **Fonds autrichien:** 2,5 millions d'USD, qui seraient partagés entre les pays, l'équipe de coordination du Secrétariat du G5 Sahel et le FIDA;
 - **Fonds italien:** enveloppe de 1,87 million d'EUR pour la Mauritanie;
 - **Fonds canadien:** possibilité de s'associer au Global Green Growth Institute pour obtenir 30 millions d'USD au titre de la deuxième phase du programme;
 - **Fonds néerlandais:** 11,22 millions d'EUR déjà obtenus pour combler également le déficit de la première phase.
12. Ces possibilités de financement permettraient de combler les différents déficits qui existent aujourd'hui et de renforcer les activités prévues dans le cadre du programme SD3C, sans toutefois combler entièrement le déficit de financement existant.
13. **Sécurité alimentaire.** Compte tenu de la situation alimentaire dans les zones d'intervention, le mécanisme d'exécution du programme SD3C intègre un ensemble d'activités qui contribuent à améliorer la situation alimentaire dans les pays, à savoir:
- L'approche du programme Vivres pour la création d'avoins du PAM, qui vise à mettre des bons alimentaires, des espèces ou des vivres directement à la disposition des personnes prêtes à participer à des activités communautaires de création d'actifs ou de rénovation pour satisfaire leurs besoins alimentaires et ceux de leur famille. Plus précisément, cette approche permet de



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



World Food
Programme

restaurent les paysages dégradés, d'accroître la disponibilité et la diversité des aliments produits et consommés localement, et de garantir la poursuite de la production alimentaire locale et des activités rémunératrices en cas de chocs et de crises. Le tableau ci-dessus donne une petite idée des résultats de ces travaux.

- Les activités d'assistance nutritionnelle destinées aux enfants âgés de 6 à 23 mois et la distribution de kits (pour l'élevage ou l'agriculture). Des intrants de qualité en quantité suffisante permettent d'augmenter la production (agricole et animale) et favorisent donc l'augmentation des revenus des bénéficiaires (ou la réduction de la période de pénurie alimentaire précédant la récolte). Ce revenu supplémentaire (ou la réduction de la période de disette saisonnière) favorise l'amélioration de la situation alimentaire. Les champs-écoles agropastoraux pour la formation et les échanges autour de pratiques agricoles concrètes adaptées à des contextes pédoclimatiques particuliers permettent de renforcer les capacités de résilience des ménages sur le plan alimentaire et donc, indirectement, d'améliorer leur situation alimentaire.

Priorités pour 2023

14. Chaque pays a ses propres priorités pour 2023; cependant, l'une des conclusions de la dernière mission de supervision les invitait à mettre le programme au point en vue de son examen à mi-parcours qui aura lieu au début de 2024. S'il est urgent de procéder à l'analyse de la situation de départ du programme en 2023, il est aussi nécessaire d'examiner et de modifier les UTF cette même année pour tirer au clair le processus d'établissement de rapports. Il est également important pour les pays ayant des frontières communes d'intensifier les échanges afin de développer des synergies dans la planification des activités pour 2023. La conception de la deuxième phase du programme SD3C, dont la mise en œuvre est prévue en 2024, constitue une autre priorité pour 2023.